

INSTITUT GEORGES POMPIDOU

Association reconnue d'utilité publique par décret du 23 mars 1993

**6, rue Beaubourg
75004 PARIS**

**SIREN : 385 123 898
APE : 9499Z**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

INSTITUT GEORGES POMPIDOU

Association reconnue d'utilité publique par décret du 23 mars 1993

**6, rue Beaubourg
75004 PARIS**

**SIREN : 385 123 898
APE : 9499Z**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

Aux membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Institut Georges Pompidou relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L 821-53 et R 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels seront arrêtés par le Conseil d'Administration suivi par l'assemblée générale.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle émission interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 23 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
CABINET JÉGARD PARIS
Représenté par,

Signé numériquement par Nitro
Software Belgium NV - Nitro Sign
Premium pour le compte de Patrick
LAGUEYRIE (+33675234315)
Date : 23/06/2025 11:55:21
Signé avec le mot de passe à
usage unique envoyé par SMS :
374892

Patrick LAGUEYRIE
Associé

Bilan actif

	31/12/2024 (12 mois)		31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles	67 198	- 55 664	11 534	14 666
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	66 705	- 54 282	12 423	8 218
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières (1)				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	133 903	- 109 946	23 958	22 885
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (1)				
Bénéficiaires et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres				23
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement	22 490		22 490	22 490
Instruments de trésorerie				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Disponibilités	1 495 232		1 495 232	1 507 628
Charges constatées d'avance (1)				
Charges constatées d'avance	14 624		14 624	13 896
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	1 532 347		1 532 347	1 544 037
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 666 250	- 109 946	1 556 305	1 566 922

(1) Dont à moins d'un an (brut) :-

Bilan passif

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 000 000	1 000 000
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	533 535	519 795
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice		
Excédent ou déficit de l'exercice	- 9 456	13 740
Situation nette (sous total)	1 524 079	1 533 535
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total Fonds Propres (I)	1 524 079	1 533 535
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total Fonds Reportés et Dédiés (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total Provisions (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	8 283	9 448
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	23 943	23 939
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	32 226	33 387
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 556 305	1 566 922

Compte de résultat

	31/12/2024 (12 mois) Total	31/12/2023 (12 mois) Total
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	5 315	5 930
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	330 000	280 000
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	3 377	2 700
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	390	
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	7 768	91
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	346 850	288 721
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes (1) (2)	179 807	121 730
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	4 798	4 532
Salaires et traitements	111 293	82 558
Charges sociales	57 271	49 833
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 571	4 181
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	1 021	3 898
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	360 762	266 733
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 13 912	21 988
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		2 489
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	5 370	902
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	5 370	3 391
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	5 370	3 391
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	- 8 541	25 379
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 045
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		1 045
CHARGES EXCEPTIONNELLES		

	31/12/2024 (12 mois) Total	31/12/2023 (12 mois) Total
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	43	12 684
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	43	12 684
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- 43	- 11 639
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	872	
Total des produits (I + III + V)	352 221	293 157
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	361 677	279 417
EXCEDENT		13 740
DEFICIT	- 9 456	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
(1) Redevances de crédit-bail mobilier		
(2) Redevances de crédit-bail immobilier		

Annexe

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'Institut Georges Pompidou a pour mission de mener une politique mémorielle, scientifique et culturelle autour de la personne et de l'action de Georges Pompidou comme Premier ministre et comme Président de la République. Reconnu d'utilité publique par un décret du 23 mars 1993, il participe à la recherche historique, politique, économique, culturelle et sociale de la seconde moitié du XX^e siècle et à sa diffusion auprès d'un large public. Il bénéficie d'un partenariat étroit avec les Archives nationales et de relations importantes avec l'université, notamment dans le cadre de son conseil scientifique."

L'activité de l'Institut Georges Pompidou s'appuie sur deux salariés permanents, ainsi que sur l'engagement bénévole des membres du Conseil d'administration et du Conseil scientifique.

HYPOTHESES DE BASE

Les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés à partir des hypothèses de base suivantes.

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) en tenant compte du règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

METHODE DES COUTS HISTORIQUES

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été la méthode des coûts historiques qui se caractérise par l'emploi de coûts nominaux exprimés en euro courant.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Il existe des mises à disposition marginales. L'institut n'a pas entrepris de recensement des participations aux actions mémorielles ou de recherche, l'information étant trop éparpillée sur le territoire.

ENGAGEMENTS DE DEPART EN RETRAITE

Les engagements de retraite étant non significatifs, ils n'ont pas fait l'objet d'un calcul.

REMUNERATION DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS SALARIES OU BENEVOLES

Les rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés, visés à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif s'élèvent à 0 €. Ces personnes ne bénéficient d'aucun avantage en nature.

REMUNERATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraire de certification des comptes : 4 039,20 E

Honoraire des autres services : 0 E

EFFECTIF

Effectif moyen du personnel : 2

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation des valeurs mobilières de placement égale à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur vénale au 31/12/2024, est effectuée lorsque cette valeur d'acquisition est supérieure.

FAITS SIGNIFICATIFS

L'année 2024 correspond aux cinquante ans de la mort de Georges Pompidou. De multiples actions commémoratives ont été réalisées, engendrant des dépenses supplémentaires.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

AUTRES INFORMATIONS

Aucune dette de l'association n'est garantie par des sûretés réelles.

METHODES DE CALCUL DES AMORTISSEMENTS ET DES PROVISIONS

1°) AMORTISSEMENTS

L'amortissement économique a été pratiqué sous la forme linéaire ou dégressive pour les éléments incorporels et corporels suivant leur durée normale d'utilisation :

Collections et autres œuvres spécifiques	Non amortissables
Site internet (dépenses initiales)	5 ans
Logiciels	5 ans
Installations générales	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	5 ans

2°) PROVISIONS POUR DEPRECIATION

Lorsque des créances présentent un risque de non-recouvrement, elles font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Aucune provision n'est constatée à la clôture de l'exercice.

CHARGES A PAYER SUR DETTES

La récapitulation, par nature de dettes, des charges à payer en fin d'exercice, se présente comme suit :

- Fournisseurs - factures non parvenues	7 849,20 €
- Provision congés à payer	10 224,94 €
- Provision charges sociales s/congés à payer	5 852,56€

ECHEANCE DES CREANCES ET DES DETTES

Toutes à moins d'un an

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

- autres services extérieurs	14 624,44 €
------------------------------	-------------

PRODUITS

Les cotisations des membres de l'association sont portées en produit lors de leur encaissement.

Les subventions de fonctionnement sont portées en produit lorsqu'elles sont attribuées, même si le versement n'est pas encore intervenu à la fin de l'exercice.

Actif immobilisé

	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	Valeur d'origine des immos réévaluées
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement							
Frais de recherche et de développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles	67 198					67 198	
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
Sous-total	67 198					67 198	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements, aménagement des constructions							
Installations techniques matériels et outillages industriels							
Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers	21 845		1 636			23 481	
Autres imm. Corp. Matériel de transport							
Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique	19 242					19 242	
Autres imm. Corp. Mobilier	17 974					17 974	
Autres imm. Corp. Divers			6 008			6 008	
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles							
Sous-total	59 061		7 644			66 705	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Autres immobilisations financières							
Sous-total							
Total	126 259		7 644			133 903	

Amortissements

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	52 532	3 132		55 664
Sous-total	52 532	3 132		55 664
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménagements des constructions				
Installations techniques matériels et outillages industriels				
Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers	21 845	54		21 899
Autres imm. Corp. Matériel de transport				
Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique	11 023	3 386		14 409
Autres imm. Corp. Mobilier	17 974			17 974
Autres imm. Corp. Divers				
Sous-total	50 842	3 439		54 282
Total	103 375	6 571		109 946